

Les tribulations de la "première démocratie au monde"

Article rédigé par *Constance Prazel*, le 06 novembre 2020

A l'heure où nous écrivons ces lignes, le nom du futur président des Etats-Unis n'est pas encore connu, et il ne le sera probablement pas avant plusieurs jours, voire plusieurs semaines. En attendant, celle que les journalistes de gauche aiment à appeler « la première démocratie au monde » connaît des déboires peu reluisants.

Tout d'abord, rétablissons les faits : **cette expression de « première démocratie au monde » ne signifie absolument rien.** Première de quoi ? En nombre, la première est bien l'Inde, qui se débrouille pour faire fonctionner relativement correctement une démocratie avec 1 milliard 300 millions d'habitants. Au regard de l'histoire, il serait également bien indigne d'enlever la prime à l'ancienneté à la cité grecque d'Athènes qui, toute limitée qu'elle ait été, a tout de même inventé le concept. Enfin, des experts britanniques ont tenté de mettre au point un « indice de démocratie » pour la mesurer aujourd'hui à travers le monde, grâce à des critères mêlant le processus électoral et le pluralisme, les libertés civiles, le fonctionnement du gouvernement, la participation politique et la culture politique. D'après eux, c'est la Norvège qui arrive en tête. Donc non, les Etats-Unis ne sont pas « la première démocratie au monde. »

Cette remarque étant faite, penchons-nous de plus près sur les élections qui sont en train de se dérouler. Tandis que les écrans vacillent entre le bleu et le rouge, et hésitent à attribuer tel ou tel Etat au camp républicain ou au camp démocrate, les observateurs de l'élection à travers le monde entier découvrent avec stupéfaction les aberrations du système électoral américain. Un scrutin d'une complexité inouïe, à plusieurs niveaux, avec un vote populaire, et un système de grands électeurs par Etat, l'un et l'autre ne se recoupant pas nécessairement. Des archaïsmes confondants, à l'heure du big data et du tout numérique. Des disparités dans les pratiques d'un Etat à l'autre : certains autorisent la prime majoritaire, d'autres non, certains autorisent le vote par correspondance et le vote par anticipation, d'autres non. Ces disparités régionales sont difficiles à saisir et à admettre pour nous autres Français qui avons été biberonnés à l'unitarisme jacobin. Des modalités de scrutin aussi indigestes que la carte des gabelles sous l'Ancien régime.

Vote par correspondance, et vote par anticipation : voilà les deux ingrédients éminemment dangereux qui expliquent la crise actuelle. Deux possibilités offertes par certains Etats, qui facilitent toutes les fraudes, d'autant que le vote baigne, là encore dans certains Etats, dans un laisser-aller stupéfiant : rien n'est contrôlé, rien n'est sécurisé, vous pouvez même déposer votre bulletin de vote chez l'épicier du coin, il peut moisir pendant des semaines à l'arrière d'une fourgonnette ou dans un parking prétendument désert. **La nature humaine étant ce qu'elle est, et à l'heure de la sacro-sainte transparence, comment avoir confiance, quand il n'y a pas moins de 100 millions de bulletins par correspondance ?** Ce n'est pas un hasard si, en France, le vote par correspondance est interdit depuis 1975. Et ne parlons pas du dépouillement, qui peut parfois se faire par des personnes seules devant leur table, hors de tout contrôle, dans de gigantesques hangars où règne le désordre le plus complet.

Depuis le jour du scrutin, les témoignages de fraude se multiplient. Le comité Trump France les répertorie avec exhaustivité : **ils ne peuvent être tous fruits de l'imagination.** Bulletins Trump dans des bennes à ordures ou brûlés, postiers qui antédateraient des courriers sur instruction, morts qui ressuscitent pour voter, bulletins en double ou en triple, taux de participation supérieur à 100 % dans certains comtés, refus de laisser entrer des observateurs républicains lors du dépouillement : on se croirait chez le général Alcazar. Que n'entendrions-nous pas si de telles anecdotes concernaient la Russie de Poutine ou le Brésil de Bolsonaro.

Malgré tout cela, le président sortant Donald Trump a réalisé une authentique performance, reposant sur la mobilisation de ses troupes et l'enthousiasme, manifestée par une substantielle hausse de la participation et des votes en sa faveur le jour J, hors votes anticipés. Il se battra, jusqu'au bout, car les écarts mesurés sur le terrain dans les Etats litigieux sont si infimes qu'ils ne couvrent pas les marges d'erreur.

Mais le système se défend terriblement : les media dominants font corps autour de Biden. Twitter censure les déclarations de Trump les unes à la suite des autres. Une censure jamais vue d'un chef d'Etat en

exercice, de la part d'un réseau social qui laisse par ailleurs publier les appels au meurtre du Premier ministre de Malaisie. Un pas supplémentaire vient d'être franchi, avec la coupure nette du dernier discours de Trump en direct par certaines chaînes de télévision. C'est cela, la démocratie ?

On ne se rappelle pas qu'il y ait eu un tel déchaînement, en 2000, quand le candidat démocrate Al Gore avait demandé le recomptage de ses voix face au républicain George Bush. Toutes les audaces semblent permises : le vieil adage « pas de liberté pour les ennemis de la liberté » a visiblement toujours de beaux jours devant lui, tout cela pour soutenir un candidat, qui tout digne qu'il soit à titre personnel, montre des signes évidents de sénilité, confond sa petite-fille avec son fils mort il y a 5 ans, et avoue être à la tête de la plus gigantesque entreprise de fraude électorale du monde contemporain dans un lapsus hallucinant. Bien plus, **il traîne après lui tout l'arsenal du pire du monde progressiste.** Un exemple parmi d'autres, l'élection toute fraîche, dans le Delaware, de Sarah Mc Bride, premier sénateur transgenre, qui a fait toute sa carrière dans le sillage du clan Biden. Un homme transformé en femme, et marié à une femme elle-même opérée en homme. Tout va bien dans le monde meilleur dont rêvent les démocrates, et nos propres révolutionnaires n'attendent que le signal de la victoire de Biden pour appuyer chez nous sur la pédale d'accélérateur.

En 2000, la procédure de clarification avait pris un mois... il faut donc prendre son mal en patience. En attendant, du côté français, **il est un devoir de lutter contre le « tout Biden » que cherchent à nous imposer les bien-pensants.** Il est tout aussi pathétique que le « tout Macron » que l'on prônait comme une évidence dans les milieux bourgeois bien comme il faut. Pour reprendre les termes de Benoît XVI, **ce n'est pas « négociable ».**

Constance Prazel